

ECRICOME PREPA 2024

Histoire, géographie et géopolitique du monde contemporain

BEAUMONT

PAUL

Note de délibération : 17 / 20



Né(e) le

Nom

B E A U M O N T

Prénom (s)

P A U L

17 / 20



Épreuve :

Histoire, géographie et géopolitique
du monde contemporain

Sujet



1

ou



2

(Veuillez cocher le N° de sujet choisi)

Les feuilles dont l'entête d'identification n'est pas entièrement
renseigné ne seront pas prises en compte pour la correction.

Feuille

0 1

/ 0 3

Numéro de table

0 0 1

Commencez à composer dès la première page..

Questions : 1. Les nombreuses ingérences et luttes d'influence qui se jouent au XXI^{ème} siècle ^{en Afrique} font parler le géographe Roland Pantier d'un « new scramble for Africa ». En effet, l'appétit des nouvelles puissances telles que la Chine ou la Russie s'apparente bien souvent à une "re-colonisation" du continent majoritairement au profit celles-ci. En témoignent les échanges croissants entre pays africains et autres puissances. La part du commerce extérieur du Gabon ^{avec la Chine} passe par exemple de 0,6% à 38,8% entre 1990 et 2022. En témoignent de même les nombreux projets d'investissements (miniers, portuaires), l'augmentation de la présence armée (groupe paramilitaire Wagner) matérialisée par la construction de bases militaires (Djibouti...) et les luttes d'influences qui s'exercent entre puissances rivales sur le continent. La Russie tend à remplacer la France dans la région sahélo-saharienne, dont l'influence décline à la fois sur les plans commercial, politique et militaire, grâce à sa force armée mais aussi à travers la diffusion de son modèle (diffusion des médias russes Sputnik ou Russia Today au Mali par exemple). Cette nouvelle ruée vers l'Afrique s'apparente en quelques points à la précédente (exploitation de ressources), mais traduit surtout l'attrait croissant de puissances hier émergentes qui cherchent à la fois à finaliser leur développement et à proposer une alternative aux ingérences coloniales d'autrefois.

2. La Chine mise d'abord sur les investissements dans les infrastructures. De

l'exploitation minière stratégique (hydrocarbures en Libye, Algérie, au Nigeria...) aux projets de zone économique spéciale ou parc industriel (Addis-Abeba en Éthiopie), elle paraît s'appuyer sur un Soft Power développant, à la fois pour elle mais aussi pour de potentiels partenaires, alliés futurs. Cependant, ces priorités ne semblent pas pour autant désintéressées car rappelons qu'elle développe à l'international son projet 'BRI' (Belt and Road Initiative), d'où l'utilité de créer un réseau de ports notamment en Afrique de l'Ouest (Abidjan, Accra) ou encore des corridors de transports (Addis-Abeba à Djibouti). Les revenus et ressources qu'elle tire de ses projets ne lui en sont que bénéfique (matières premières, moindre coût...). Enfin, elle propose une vision alter-occidentale et promeut son modèle à l'international dans son éternelle concurrence avec les autres puissances mondiales. Une sorte d'investissement social, culturel à travers la soixantaine d'Instituts Confucius qui parsèment plus de 10 pays africains à titre d'exemple.

3. La Chine et la Russie ont en effet des intérêts communs en Afrique. Les deux géants du "Sud Global" voient en l'Afrique un potentiel de développement (économique, industriel) grâce au rôle des matières premières et nombreuses autres ressources exploitables. Comme évoqué précédemment, c'est d'autant plus une vision alter-occidentale qu'ils promeuvent à travers leurs nombreux investissements et leur lutte d'influence. C'est aussi un repositionnement stratégique, dans une zone qui pourrait être pour la Chine et la Russie ce qu'est l'Indopacifique pour les États-Unis. En aidant les pays de la région (financièrement, militairement), ils se font de potentiels alliés (accords de coopération militaire entre

La Russie et le Cameroun par exemple) qui peuvent être des soutiens sur la scène internationale. Enfin, ces intérêts sont loin d'être désintéressés car la Chine et la Russie garde en tête leurs intérêts nationaux qui sont primordiaux, et qui nécessitent parfois des rapports de domination davantage que de coopération. Cela s'observe avec l'utilisation du Hard Power (projet de base militaire chinoise à Djibouti, russe depuis 2022 au Soudan) et d'un Sharp Power (pouvoir de manipulation et domination) de plus en plus flagrant (exaction de Wagner en RDC, piège de la dette chinois...)

Sujet 1 :

L'influence croissante de nouvelles puissances comme la Chine en Afrique est souvent critiquée par les anciennes puissances coloniales comme la France. Cette dernière se révolte entre autres contre les stratégies immorales du géant asiatique tel que le 'piège de la dette' qui tend à développer les États africains à court terme, mais à les rendre dépendant à long terme. Hypocrisie française ou malhonnêteté chinoise, les ingérences étrangères et luttes d'influence ont fait partie intégrante de la construction africaine, rendant le continent majoritairement dépendant.

Une dépendance qui s'installe dès la colonisation aux XIX^{ème} et XX^{ème} siècle dans les relations économiques, politiques, sociales entre métropoles et colonies; et qui va se renouveler dès les indépendances des années 1960-1970 pour évoluer encore aujourd'hui au XXI^{ème} siècle. Une dépendance d'abord synonyme de soumission (clivage des castes, rapports de domination, ségrégation, contrôle des territoires par les puissances coloniales) qui aura des conséquences néfastes sur le développement des puissances africaines. L'instabilité et le manque d'autonomie qui en découlent sont aujourd'hui à l'origine d'un mal développement, de menaces sécuritaires, de manque de l'État pour assurer des services de base, de fractures (sociale, numérique) auxquels s'ajoutent de nouveaux défis liés à l'environnement (aléatoire, réchauffement climatique, gestion de l'eau...)

et qui rendent indubitablement l'Afrique dépendante de l'extérieur. Ces dépendances sont d'autant plus inédites par les acteurs qui les incarnent que par le renouvellement de leur nature.

On peut donc se demander si l'Afrique est vouée à subir le cercle vicieux de la dépendance encore de nos jours au XXI^{ème} siècle ?

Nous verrons que bien que ces nouvelles dépendances puissent prendre certains aspects voire résulter du passé colonial, elles diffèrent de ces dernières (I) et que la modification des enjeux traditionnels change à la fois leur nature et la manière dont elles peuvent être appréciées (II). Enfin, nous verrons que l'Afrique du XXI^{ème} siècle n'est plus celle des siècles précédents et qu'elle est capable d'une certaine autonomie et d'un développement en dehors des caricatures d'une éternelle dépendance.

*

*

*

Les nouvelles dépendances post-coloniales sont bien souvent liées aux anciennes. L'héritage des colonies reste pour de nombreux pays africains néfaste et ce « passé qui ne passe pas » est aujourd'hui la cause de nombreux maux. Instabilité politique, menaces sécuritaire... l'Afrique paye le prix de nombreuses années d'exploitation aux profits des puissances occidentales. Les économies africaines sont pour la plupart basées sur un modèle rentier, souvent lié aux hydrocarbures (pétrole, gaz) voire à l'exploitation minière (50% des réserves mondiales de coltan se situent en République Démocratique du Congo). Un modèle qui atteint aujourd'hui ses limites particulièrement dans le contexte d'essor des échanges, de diversification des flux caractéristiques de la mondialisation. La dépendance aux exportations (55% du commerce extérieur du Nigeria est basé sur le pétrole) entraîne une faible diversification des économies et une exacerbation des problèmes internes. Les États africains payent le prix d'un développement trop faible de l'agriculture

Numéro d'inscription



Né(e) le

Nom

B E A U M O N T

Prénom (s)

P A U L

17 / 20



Épreuve : Histoire, géographie et géopolitique
du monde contemporain

Sujet 1 ou 2
(Veuillez cocher le N° de sujet choisi)

Les feuilles dont l'entête d'identification n'est pas entièrement
renseigné ne seront pas prises en compte pour la correction.

Feuille 02 / 03

Numéro de table 001

Commencez à composer dès la première page..

visière tant les enjeux agricoles sont aujourd'hui importants, et d'autant plus que ces modèles favorisent l'installation de corruption et d'États clientélistes pratiquant la "politique du verbe" (Jean-François Bayart). Une mauvaise (re)distribution des richesses entraîne un appauvrissement de la population, et si l'État n'est pas en mesure d'exercer sa souveraineté sur son territoire, satisfaire les besoins de sa population (État faible), il nécessite une aide extérieure de laquelle il devient dépendant.

On assiste donc au ~~XI~~^{XXI}^{ème} siècle à une multiplication et à une diversification des acteurs extérieurs exerçant leur influence en Afrique. Les États sont nombreux (Chine, Russie, Pays du Golfe, Japon, Turquie...) exacerbant les luttes d'influence sur le continent. Les services proposés se multiplient tant les défis et besoins des États se renouvellent (présence du groupe paramilitaire Wagner au Mali, Burkina Faso, RDC...) tout comme les acteurs. Les FTN et compagnies minières comme Debeers ou Debswana jouent des rôles cruciaux dans des pays tels que l'Afrique du Sud ou le Botswana. Le conglomérat diamantaire Debswana contrôle près de 50% de l'exploitation minière au Botswana et malgré une gestion concomitante avec l'État, la dépendance de celui-ci reste majeure. De même le rôle d'ONG^{dont} la présence n'est pas à négliger comme Caritas ou Christian Solidarity qui rachetaient des esclaves lors de la crise du Darfour en 2003, traduit une certaine marginalité des États africains qui peinent

à se détacher de l'ancienne dépendance coloniale, et à limiter les nouvelles.

Enfin, ces nouvelles ~~ingérences~~ dépendances ne peuvent pas être directement associées à un neo-colonialisme bien qu'elles adoptent les aspects d'ingérences passées. Nous allons voir qu'elles s'apparentent davantage à une volonté africaine de se développer et sont dues à une modifications, un renouvellement des enjeux traditionnels. * * *

On distinguera une tendance à l'apparition "d'ingérences voulues" car perçues comme développantes par les États africains et donc l'instauration de dépendances à bénéfices mutuels. La "ChinAfrique" (Michel Beuret) a largement développée ses relations ces dernières années en grande partie grâce aux investissements chinois. Le géant asiatique favorise à la fois son développement grâce à l'exploitation minière ou le développement d'infrastructures nécessaires à son projet BRI que celui des pays africains grâce par exemple à la création de "corridors de développement" comme Addis-Abeba Djibouti en Ethiopie ou Dakar - Bamako dans l'Ouest Africain. La Chine diversifie ses investissements en aidant par exemple l'île de Madagascar à développer sa filière bioéthanol basée sur les énergies renouvelables. Bien que : « La Chine, en investissant des milliards de dollars, s'aide plus qu'elle n'aide l'Afrique » (Sebastien Le Belgic dans une interview accordée au Monde en 2017), les États africains restent conscients de la menace d'un acteur de cette envergure (piège de la dette) mais aussi de la plus value qu'il représente (hausse des salaires, enrichissement des classes moyennes, développement d'infrastructures...) et en perçoivent donc la nécessité.

L'Afrique est aussi soumise, et reste néanmoins dépendante, à des

facteurs qu'elle ne contrôle pas et qu'il est par ailleurs difficile d'endiguer seul. C'est le continent le plus soumis aux aléas du réchauffement climatique, subissant de nombreuses sécheresses et famines (Corne de l'Afrique), problèmes auxquels elle n'est pas capable de palier sans aide extérieure. D'où la création du terre d'ingénierie humanitaire théorique dans les années 1970 après la guerre du Biafra (1967-1970) qui a fait près d'1,5 millions de morts de faim. Ce concept s'applique encore aujourd'hui avec des actions de Médecins sans frontières dans le conflit en Érythrée en 2022 ou lors d'action, dans le cas par le programme alimentaire mondial en Afrique subsaharienne. L'Afrique reste aussi majoritairement dépendante sur le plan sécuritaire, en témoigne l'opération ATALANTE lancée par l'Union Européenne en 2008 pour sécuriser le détroit de Bab el Mandeb contre la piraterie ou l'opération française Barkhane (2014) dans le Sahel contre la menace terroriste. Enfin, l'Afrique est aussi majoritairement soumise à une facture numérique et reste dépendante notamment des occidentaux dans le domaine des services voire des activités à haute valeur ajoutée qu'elle ne compte pas dans ses industries (NTIC).

Bien que soumise à des défis qu'elle ne peut surmonter seule, et en proie à la multiplication des acteurs étrangers sur le continent, l'Afrique n'est pas naïve et tente d'endiguer une dépendance qui ralentit un développement africain par et pour l'Afrique.

*

*

*

On assiste ces dernières années, principalement en Afrique de l'Ouest à un rejet des puissances et de l'influence extérieure, souvent perçue comme une menace. Les coups d'État au Mali, au Burkina Faso, au Niger ou encore en Guinée de 2020 à 2023 contre la présence française traduisent une volonté d'émancipation au delà de l'échec français

de renouer des relations post-coloniales avec ces pays. On pourrait voir dans le "remplacement" français par les russes et chinois dans la région ~~comme~~ un simple changement des rapports de force entre "colonisateurs", mais les nouvelles dépendances ~~qu'ils~~ qu'ils engendrent sont aussi rejetées par les populations africaines. Les exactions de Wagner ou son soutien à des figures impopulaires comme le maréchal Haftar en Libye tend à amoindrir sa popularité et les vidéos de ressortissants africains en Chine agressés font naître l'idée d'un certain racisme et tendent à éloigner l'opinion publique de quelque influence extérieure. Les pays africains tendent donc à privilégier des accords bilatéraux pour limiter les risques de dépendance, ne pas retomber dans des rapports dominés-dominants et assurer leur développement.

C'est pour cette raison que l'Afrique tente d'indiquer totalement cette dépendance à l'égard de l'international en orchestrant un développement autonome. Elle s'illustre à travers de nombreuses organisations régionales, qui certes s'encheêtrent et sont pour la plupart non finalisées, mais dont le potentiel est prometteur. Grâce à sa zone de Libre échange continentale, la ZLECAF, l'Afrique devrait pouvoir augmenter ses échanges intra-régionaux à plus de 30% (en comparaison, c'est presque 70% pour l'Union Européenne). De même, l'Union Africaine (2002) lui permet de renforcer les relations économiques et politiques, voire même d'organiser sa propre sécurité en montant des forces armées ou en agissant conjointement avec des instances internationales comme l'ONU. Elle est aussi au cœur des enjeux et défis futurs comme ceux liés à l'environnement ce qui lui permet de se placer comme un acteur émergeant qui montre l'exemple. Le président Sénégalais Macky Sall a mis en place le Plan Sénégal émergent à l'horizon 2035 quand son prédécesseur A. Wade avait déjà orchestré le projet de 'Garde Manteau Verte' ambitionnant de rendre une partie de la bande sahélo-saharienne. Enfin, l'Afrique ne semble pas condamnée par son

Numéro d'inscription



Né(e) le

Nom

B E A U M O N T

Prénom (s)

P A U L

17 / 20



Épreuve: Histoire géographique et géopolitique
du monde contemporain

Sujet 1 ou 2
(Veuillez cocher le N° de sujet choisi)

Les feuilles dont l'entête d'identification n'est pas entièrement
renseigné ne seront pas prises en compte pour la correction.

Feuille 03 / 03

Numéro de table 001

Commencez à composer dès la première page...

retard de développement car grâce aux nouvelles technologies, elle
peuvent par exemple connaître un développement en 'Leapfrog' grâce
aux développement des secteurs de la santé, du numérique, endiguant
ainsi sa dépendance à l'égard de l'international et se plaçant
comme un acteur émergent.

*

*

*

L'Afrique du XXI^{ème} siècle est donc intrinsèquement liée
à son passé colonial tant les dépendances qui la caractérisent ont encore
des répercussions aujourd'hui. Les nouvelles dépendances post-coloniales
sont donc parfois liées aux anciennes mais elles ont tendance à se
diversifier tant dans leur nature que par les acteurs qui les incarnent.
Ces dépendances sont parfois nécessaires quand. Les enjeux humanitaires,
sécuritaires... sont trop importants mais aussi accueillies par les États
africains qui les voient comme source de développement ou solution
à l'instabilité tant politique qu'économique. Elles se renouvellent aussi
par les enjeux liés à l'environnement, à la mondialisation, et sont des défis
supplémentaires pour une construction africaine autonome. Une autonomie que
cherche à s'octroyer l'Afrique en endiguant les dépendances à l'égard de
l'international en orchestrant son propre développement. Les populations et pays

NE RIEN ÉCRIRE

DANS CE CADRE

17 / 20

africains ne sont pas naïfs quant à l'influence étrangère et ont d'autant plus conscience du danger qu'elle peut représenter.

En voyant l'attrait croissant des puissances extérieures pour l'Afrique, on peut se demander si l'Afrique est l'Indopacifique de demain ?